



INFORMATIONS GENERALES SUR LES DISPOSITIONS COMMUNAUTAIRES EN MATIERE DE LIBRE CIRCULATION ET DE SECURITE SOCIALE POUR LES TRAVAILLEURS QUI SE DEPLACENT A L'INTERIEUR DE LA COMMUNAUTE

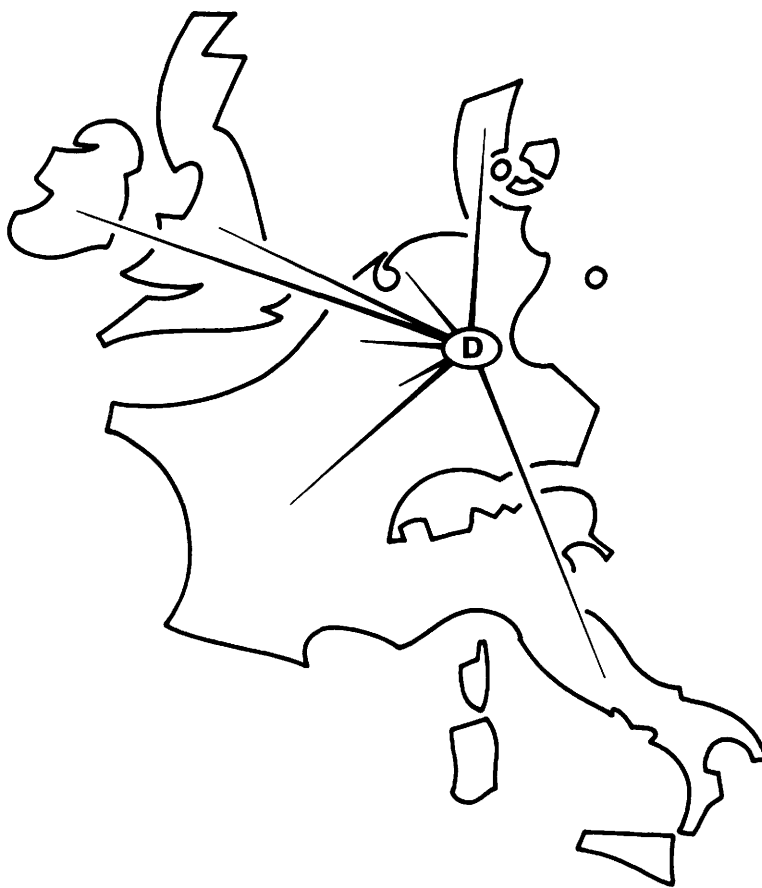
INFORMAZIONI GENERALI SULLE DISPOSIZIONI COMUNITARIE IN MATERIA DI LIBERA CIRCOLAZIONE E DI SICUREZZA SOCIALE PER I LAVORATORI CHE SI SPOSTANO ALL'INTERNO DELLA COMMUNITA

ALLGEMEINE INFORMATIONEN ÜBER DIE GEMEINSCHAFTSBESTIMMUNGEN IN BEZUG AUF DIE FREIZÜGIGKEIT UND DIE SOZIALE SICHERHEIT FÜR DIE INNERHALB DER GEMEINSCHAFT WANDERNDEN ARBEITNEHMER

ALGEMENE INLICHTINGEN OMTRENT DE GEMEENSCHAPSBEPALINGEN INZAKE HET VRIJE VERKEER EN DE SOCIALE ZEKERHEID VAN DE WERKNEMERS DIE ZICH BINNEN DE GEMEENSCHAP VERPLAATSEN

GENERAL INFORMATION ON THE COMMUNITY PROVISIONS WITH REGARD TO FREEDOM OF MOVEMENT AND SOCIAL SECURITY FOR WORKERS MOVING WITHIN THE COMMUNITY

ALMINDELIGE INFORMATIONER OM FÆLLESMARKEDSBESTEMMELSER VERDRØRENDE FRI BEVÆGELIGHED OG SOCIAL SIKKERHED FOR LØNMODTAGERE, DER FLYTTER INDEN FOR FÆLLESSKABET



Informations mises à jour le:

Informazioni aggiornate al:

Informationen auf den neuesten Stand gebracht am:

Inlichtingen op de nieuwste stand gebracht op:

Information brought up to date on:

Oplysninger ført à jour den:





A-0

- Informations générales sur les dispositions communautaires en matière de « libre circulation des travailleurs ».



Les dispositions communautaires en matière de libre circulation des travailleurs à l'intérieur des Etats membres de la Communauté sont contenues dans le règlement (CEE) n° 1612/68. Ce règlement est directement applicable aux ressortissants des Etats membres. Il leur ouvre, en matière d'emploi, de rémunération et autres conditions de travail, le droit à une égalité complète de traitement à l'intérieur de la Communauté. L'application sans restriction de ce règlement en république fédérale d'Allemagne constitue pour cette partie de la Communauté une garantie pour la libre circulation intégrale des travailleurs.

A-1

- Egalité de traitement avec les travailleurs nationaux en ce qui concerne :



A-1.00

- le droit d'accéder à l'emploi vacant;



Tout ressortissant d'un Etat membre a la possibilité et le droit de postuler un emploi salarié vacant et, après l'acceptation de l'employeur, d'exercer cette activité. Les aptitudes personnelles du candidat sont en principe déterminantes pour son embauchage. Celui-ci ne peut être soumis à des critères discriminatoires par rapport à ceux appliqués aux candidats nationaux. En vertu du règlement n° 1612/68, les candidats de nationalité allemande ne peuvent bénéficier d'aucune priorité lors de l'embauchage. L'accès à une activité et l'exercice de celle-ci sont régis par les dispositions législatives ou administratives en vigueur dans ce pays.

A-1.10

- le droit de bénéficier de l'assistance des bureaux de main-d'œuvre pour rechercher un emploi;



En vertu de l'article 4 de la "Arbeitsförderungs-gesetz" (loi sur la promotion du travail), seuls les services de l'Office fédéral du travail peuvent en principe intervenir en matière de placement. Cela



signifie, d'autre part, que ces services (bureaux de main-d'oeuvre) doivent intervenir pour quiconque fait appel à leur concours. Il n'est pas permis de favoriser les travailleurs nationaux par rapport aux ressortissants des pays membres.

A-1.20



-- le droit d'exercer un emploi;

Les ressortissants des pays membres exerçant une activité salariée en république fédérale d'Allemagne jouissent des mêmes droits que les travailleurs nationaux, c'est-à-dire que pour un travail égal ils perçoivent un salaire égal, qu'ils bénéficient de la même protection contre le licenciement et des mêmes avantages sociaux et fiscaux. Ils peuvent fréquenter les écoles professionnelles et bénéficier des mesures de réadaptation ou de rééducation. En cas de chômage, ils bénéficient du même traitement que les travailleurs nationaux.

A-1.30



-- l'exercice des droits syndicaux et de représentation du personnel dans l'entreprise.

En république fédérale d'Allemagne les ressortissants des pays membres peuvent s'affilier aux organisations syndicales et dans le cadre de celles-ci exercer le droit de vote actif et passif, c'est-à-dire qu'ils peuvent d'une part participer aux élections des organes de représentation des travailleurs dans l'entreprise et, d'autre part être élus eux-mêmes dans ces organes.

A-2



-- La délivrance de la «carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre de la CEE» pour:

Les ressortissants de pays autres que l'Allemagne désireux d'exercer une activité salariée en république fédérale d'Allemagne doivent posséder une carte de séjour. Cette règle s'applique également aux ressortissants des Etats membre à l'exception cependant des ressortissants de la Communauté qui ont leur résidence sur le territoire d'un des Etats membres, où ils retournent chaque jour ou au moins une fois par semaine (travailleurs frontaliers). Contrairement aux ressortissants des autres Etats, les ressortissants des pays membres ont droits à une carte de séjour. La carte de séjour est délivrée sur



demande accompagnée de la preuve de l'existence d'une relation de travail. Ces observations s'appliquent également aux travailleurs saisonniers.

A-2.00 — les travailleurs permanents;



A-2.10 — les travailleurs frontaliers;



A-2.20 — les travailleurs saisonniers;



A-3 — Motifs de refus de la carte de séjour



La carte de séjour ne peut être refusée à des ressortissants des Etats membres, en vertu de la législation en vigueur dans ce pays, que lorsque :

- a) l'intéressé est atteint d'une maladie pouvant mettre en danger la santé publique;
- b) l'intéressé souffre de toxicomanie ou d'altérations psychoméntales grossières;
- c) l'intéressé constitue un danger pour la sécurité publique et l'ordre public;
- d) il est porté atteinte à d'autres intérêts importants de la république fédérale d'Allemagne.

Le refus de la carte de séjour peut être invoqué pour des fins économiques.



A-4

— Accès au logement et à la propriété du logement.



En principe, le marché du logement est libre dans la république fédérale d'Allemagne. En conséquence les travailleurs des Etats membres peuvent occuper un logement ou accéder à la propriété du logement dont ils ont besoin, conformément aux lois régissant le marché du logement. Ils bénéficient à cet égard de tous les droits et avantages accordés aux travailleurs nationaux.

A-5

— Possibilité de s'installer avec la famille dans le pays d'accueil.



A-6

— Informations générales sur les dispositions communautaires en matière de sécurité sociale pour les travailleurs qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté.



Les travailleurs des Etats membres qui séjournent en république fédérale et y exercent une activité salariée relèvent, au même titre que les travailleurs nationaux, de la législation sociale allemande, c'est-à-dire que dès le commencement de la relation de travail ils sont assurés par l'employeur contre la maladie, les accidents du travail et le chômage. Les cotisations y afférentes sont en partie versées par l'employeur et en partie retenues à la source sur le salaire du travailleur. En cas de réalisation d'un risque assuré les prestations sont servies selon le cas, par la caisse de maladie, l'association professionnelle ou l'administration du travail. De plus, en cas de maladie, l'employeur est tenu de payer le salaire pendant six semaines.

A-7

— Conseils pratiques.



Les travailleurs en provenance d'un autre Etat membre arrivant sur le territoire de la république fédérale d'Allemagne pour y rechercher un emploi, sont dispensés de la carte de séjour pendant les trois mois qui suivent leur arrivée. Il en va de même pour les travailleurs qui exercent une activité dont la durée ne



dépasse pas trois mois.

Les travailleurs qui ont trouvé un emploi et un logement en république fédérale d'Allemagne devraient se munir de leur passeport ou du document qui en tient lieu afin de remplir les formalités suivantes :

1. Déclaration auprès du service compétent du nouveau lieu de résidence (administration municipale, mairie ou bureau d'inscription de la population). Le certificat de déclaration doit être présenté chaque fois aux autorités compétentes du lieu de résidence.
2. Demande de carte de séjour au service des étrangers.
3. Demande de délivrance d'une fiche fiscale pour l'imposition des salaires (administration municipale, mairie ou bureau d'inscription de la population) sur présentation du certificat de déclaration, de la carte de séjour et d'une attestation de la situation de famille.
4. DEMANDE DE DELIVRANCE D'UN LIVRET D'ATTESTATION D'ASSURANCE (ADMINISTRATION MUNICIPALE OU MAIRIE)
La fiche fiscale pour l'imposition des salaires et le livret d'attestation d'assurance doivent être présentés à l'employeur. De nombreuses entreprises viennent en aide aux travailleurs pour remplir ces formalités.



A-0



- informazioni generali sulle disposizioni comunitarie in materia di «libera circolazione dei lavoratori».

Le disposizioni comunitarie in materia di libera circolazione dei lavoratori all'interno degli Stati membri della Comunità economica europea sono contenute nel regolamento (CEE) n. 1612/68 che prevede norme giuridiche direttamente applicabili ai cittadini degli Stati membri. Su forza del regolamento questi ultimi hanno piena parità di trattamento all'interno della Comunità in materia di occupazione, remunerazione ed altre condizioni di lavoro. Nella Repubblica federale di Germania l'applicazione coerente del regolamento garantisce la piena libertà di circolazione dei lavoratori.

A-1



- Parità di trattamento rispetto ai lavoratori nazionali per quanto riguarda:

A-1.00



- il diritto di accedere al posto vacante;

Ciascun cittadino di uno Stato membro ha la possibilità ed il diritto di proporre la propria candidatura per un posto vacante e di esercitare la corrispondente attività dopo l'assunzione da parte del datore del lavoro. Il criterio dell'assunzione è in linea di massima la qualificazione personale del candidato. I requisiti richiesti non possono essere stabiliti in base a criteri diversi da quelli previsti per i candidati nazionali. A norma del regolamento n. 1612/68 non è ammessa l'assunzione preferenziale di candidati tedeschi. L'ammissione ad un'attività lavorativa e l'esercizio della stessa sono regolati dalle norme giuridiche e dalle disposizioni amministrative in vigore in questo Stato.

A-1 10



- il diritto di beneficiare dell'assistenza degli uffici di manodopera per la ricerca di un impiego;

A norma del paragrafo 4 della legge sulla promozione del lavoro ("Arbeitsförderungs-gesetz - AFG) il collocamento può essere effettuato solo dai servizi dell'ufficio federale del Lavoro (Bundesanstalt



für Arbeit). Ciò significa d'altro canto che gli uffici competenti (uffici del lavoro) devono assistere tutti coloro che si rivolgono ad essi. Non è ammesso un trattamento preferenziale dei lavoratori nazionali rispetto ai cittadini degli Stati membri.

A-1.20

— il diritto di esercitare un impiego;



Nella Repubblica federale di Germania i cittadini degli Stati membri che esercitano un'attività lavorativa godono degli diritti di certi fruiscono i lavoratori nazionali, per un lavoro uguale ricevono uguale remunerazione, godono della stessa tutela contro il licenziamento e delle stesse agevolazioni fiscali, possono frequentare scuole professionali e partecipare a corsi di riqualificazione. In caso di disoccupazione hanno diritto ad un trattamento identico a quello riservato ai lavoratori nazionali.

A-1.30

— l'esercizio dei diritti sindacali e di rappresentazione del personale nell'impresa.



Nella Repubblica federale di Germania i cittadini degli Stati membri possono iscriversi ai sindacati ed esercitare in tale quadro l'elettorato attivo e passivo, cioè possono partecipare alle elezioni degli organi di rappresentanza del personale nelle aziende e possono essere eletti in tali organi.

A-2

— Il rilascio della «carta di soggiorno di cittadino di uno Stato membro della CEE» per:



A-2.00

— i lavoratori permanenti





A-2.10 — i lavoratori frontalieri;



A-2.20 — i lavoratori stagionali.



Nella Repubblica federale di Germania è prescritta una carta di soggiorno per i cittadini stranieri che vogliono esercitare un'attività lavorativa. Ciò vale anche per i cittadini degli Stati membri. Fanno eccezione i cittadini CEE domiciliati nel territorio di un altro Stato membro che ritornano ogni giorno, o almeno una volta la settimana, nel loro luogo di residenza (lavoratori frontalieri). A differenza dei cittadini degli altri Stati, i cittadini degli Stati membri hanno diritto al rilascio di una carta di soggiorno. La carta di soggiorno è rilasciata su domanda una volta che deve essere fornita la prova che esiste un rapporto di lavoro. Lo stesso vale anche per i lavoratori stagionali.

A-3 — Motivi di rifiuto della carta di soggiorno.



In base alle leggi vigenti in Germania la carta di soggiorno può essere rifiutata ai cittadini degli Stati membri solo qualora :

- a) l'interessato risulti pericoloso per la sanità pubblica a causa di una malattia;
- b) l'interessato sia affetto da tossicomania o di gravi disturbi psichici,
- c) l'interessato rappresenti un pericolo per la pubblica sicurezza e per l'ordine pubblico,
- d) vengano lesi altri ricevanti interessi della Repubblica federale di Germania.

La carta di soggiorno non può essere rifiutata per motivi economici.

A-4 — Accesso all'alloggio e alla proprietà dell'alloggio.



Nella Repubblica federale di Germania il mercato degli alloggi è di norma libero. Perciò i lavoratori cittadini degli Stati membri possono accedere all'



alloggio o alla proprietà dell'alloggio loro necessario in base alle leggi che reggono il relativo mercato. Godono degli stessi diritti e delle stesse agevolazioni che in materia sono concessi ai lavoratori nazionali.

A-5

— Possibilità di stabilirsi con la famiglia nei paesi ospitanti.



A-6

— Informazioni generali sulle disposizioni comunitarie in materia di sicurezza sociale per i lavoratori che si spostano all'interno della Comunità.



I lavoratori cittadini degli Stati membri che risiedono nella Repubblica federale di Germania e che vi esercitano un'attività lavorativa sono sottoposti, su un piede di parità coi lavoratori nazionali, alla legislazione sociale tedesca; al momento dell'inizio di un rapporto lavorativo cisè vengono assicurati dal datore di lavoro contro malattie, infortuni sul lavoro e disoccupazione. I contributi da versare a tale scopo sono in parte a carico del datore di lavoro, in parte vengono trattenuti sulla remunerazione. Quando si verifica l'evento assicurato le relative prestazioni sono erogate dalla cassa malattia, il datore di lavoro ha l'obbligo di continuare a corrispondere la retribuzione per un periodo di 6 settimane.

A-7

— Consigli pratici.



I lavoratori cittadini degli Stati membri che entrano nel territorio della Repubblica federale di Germania allo scopo di cercare un posto di lavoro non necessitano di una carta di soggiorno per i primi tre mesi successivi al loro arrivo. Lo stesso vale per i lavoratori la cui attività lavorativa non superi un periodo di tre mesi. I lavoratori che hanno trovato un posto di lavoro e un alloggio nella Repubblica federale di Germania dovrebbero assolvere le seguenti formalità munendosi del passaporto o della carta d'identità :

1. Iscrizione presso l'ufficio competente del nuovo luogo di residenza (amministrazione comunale, comu-



ne oppurz ufficio dell'anagrafe). Il certificato attestante l'avvenuta notifica di residenza deve essere presentato agli uffici ai quali l'interessato deva rivolgersi successivamente.

2. Domanda per il rilascio di una carta delle imposte (amministrazione comunale, comune, oppure ufficio dell'anagrafe) dietro presentazione del certificato attestante l'avvenuta notifica di residenza della carta di soggiorno e dello stato di famiglia.

La cartella delle imposte ed il libretto assicurativo devono essere presentati al datore di lavoro. Molte ditte assistono il loro personale nell'assolvimento di queste.



A-0



- Allgemeine Informationen über die Gemeinschaftsbestimmungen auf dem Gebiet der «Freizügigkeit der Arbeitnehmer».

Die Gemeinschaftsbestimmungen über die Freizügigkeit von Arbeitnehmern innerhalb der Mitgliedstaaten der EGn sind festgelegt in der Verordnung (EWG) Nr. 1612/68. Diese Verordnung schafft für die Staatsangehörigen der Mitgliedstaaten unmittelbar geltendes Recht. Mit ihr erhalten diese hinsichtlich der Beschäftigung, Entlohnung und sonstigen Arbeitsbedingungen einen Rechtsanspruch auf volle Gleichbehandlung innerhalb der Gemeinschaft. Die konsequente Durchführung dieser Verordnung in der Bundesrepublik Deutschland bildet für diesen Teil der EWG die Gewähr für die volle Freizügigkeit der Arbeitnehmer.

A-1



- Gleichbehandlung mit den inländischen Arbeitnehmern hinsichtlich:

A-1.00



- des Rechtes, eine freie Stelle zu besetzen;

Jeder Staatsangehörige eines Mitgliedstaats hat die Möglichkeit und das Recht, sich um eine freie Stelle als Arbeitnehmer zu bewerben und nach Annahme durch den Arbeitgeber diese Tätigkeit auszuüben. Entscheidend für die Einstellung ist grundsätzlich die persönliche Eignung des Bewerbers. Hierbei darf hinsichtlich der Anforderungen kein anderer Maßstab angelegt werden als bei einheimischen Bewerbern. Eine vorrangige Einstellung deutscher Bewerber ist auf Grund der Verordnung Nr. 1612/68 nicht möglich. Die Aufnahme und Ausübung einer Tätigkeit geschieht nach den für diesen Staat geltenden Rechts- und Verwaltungsvorschriften.

A-1.10



- des Rechtes auf Amtshilfe bei der Suche nach einer Beschäftigung

Die Vermittlung von Arbeitsstellen darf nach § 4 des Arbeitsförderungsgesetzes (AFG) grundsätzlich nur von den Dienststellen der Bundesanstalt für Arbeit durchgeführt werden. Das bedeutet andererseits, daß die Dienststellen (Arbeitsämter) für jeden, der ihre Hilfe in Anspruch nehmen will, tätig werden müssen. Eine Bevorzugung inländischer Arbeitnehmer vor Staatsangehörigen der Mitgliedsländer ist nicht zulässig.

A-1.20



- des Rechtes, eine Beschäftigung auszuüben;

Staatsangehörige aus Mitgliedsländern üben in der Bundesrepublik Deutschland eine Arbeitnehmertätigkeit unter den gleichen Rechten wie einheimische Arbeitnehmer aus, d.h. sie erhalten



bei gleicher Arbeit gleiche Entlohnung, genießen den gleichen Kündigungsschutz und die gleichen sozialen und steuerlichen Vergünstigungen. Sie können Berufsschulen besuchen und an Umschulungsmaßnahmen teilnehmen. Im Falle eingetretener Arbeitslosigkeit erfahren sie die gleiche Behandlung wie inländische Arbeitnehmer.

A-1.30



- der Ausübung der gewerkschaftlichen Rechte und der Arbeitnehmervertretungen in den Betrieben.

In der Bundesrepublik Deutschland können Staatsangehörige der Mitgliedsländer den Gewerkschaften beitreten und in diesem Rahmen das aktive und passive Wahlrecht ausüben, d.h. sie können an der Wahl zu den Organen der Arbeitnehmervertretungen in den Betrieben teilnehmen und können selbst in diese Organe gewählt werden.

A-2



- Die Ausstellung der «Aufenthaltserlaubnis für Angehörige eines Mitgliedstaats der EWG» für:

Staatsangehörige nichtdeutscher Länder benötigen in der Bundesrepublik Deutschland eine Aufenthaltserlaubnis, wenn sie eine Tätigkeit als Arbeitnehmer aufnehmen wollen. Dies gilt auch für Angehörige der Mitgliedstaaten. Ausgenommen hiervon sind EWG-Staatsangehörige, die ihren Wohnort im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats haben und täglich oder mindestens einmal wöchentlich an ihren Wohnort zurückkehren (Grenzarbeitnehmer). Staatsangehörige der Mitgliedsländer haben im Gegensatz zu Angehörigen der übrigen Staaten einen Rechtsanspruch auf die Erteilung einer Aufenthaltserlaubnis. Die Aufenthaltserlaubnis wird auf Antrag erteilt, wobei ein bestehendes Arbeitsverhält-

A-2.00



- Dauerarbeitnehmer,

A-2.10



- Grenzarbeitnehmer,

A-2.20



- Saisonarbeitnehmer.



nis nachgewiesen werden muß. Diese Ausführungen gelten auch für Saisonarbeitnehmer.

A-3



— Beweggründe für die Verweigerung der Aufenthaltserlaubnis.

Die Aufenthaltserlaubnis kann Staatsangehörigen der Mitgliedstaaten nach den hier geltenden Gesetzen nur verweigert werden, wenn

- a) der Betreffende auf Grund der ihm anhaftenden Krankheit eine Gefahr für die öffentliche Gesundheit darstellt,
- b) der Betreffende an Suchtkrankheiten oder schweren geistigen oder seelischen Störungen leidet,
- c) der Betreffende eine Gefahr für die öffentliche Sicherheit und Ordnung darstellt,
- d) sonstige erhebliche Belange der Bundesrepublik Deutschland beeinträchtigt werden.

Die Verweigerung der Aufenthaltserlaubnis darf nicht zu wirtschaftlichen Zwecken getroffen werden.

A-4



— Zugang zur Wohnung und Erlangen des Wohnungseigentums.

A-5



— Möglichkeit, mit der Familie im Aufnahmeland Wohnung zu nehmen.

Der Wohnungsmarkt in der Bundesrepublik Deutschland ist grundsätzlich frei. Arbeitnehmer aus Mitgliedstaaten können daher Wohnung nehmen oder Eigentum an der von ihnen benötigten Wohnung erlangen nach den für den Wohnungsmarkt geltenden Gesetzen. Sie genießen dabei alle Rechte und Vergünstigungen wie inländische Arbeitnehmer.

A-6



— Allgemeine Informationen über die Gemeinschaftsbestimmungen auf dem Gebiet der sozialen Sicherheit für die innerhalb der Gemeinschaft wandernden Arbeitnehmer.

Arbeitnehmer aus Mitgliedstaaten, die sich in der Bundesrepublik aufhalten und hier eine Arbeitnehmertätigkeit ausüben, unterliegen, gleichrangig einheimischen Arbeitnehmern, den deutschen Sozialgesetzen, d.h. sie werden bei Beginn eines Beschäftigungsverhältnisses vom Arbeitgeber gegen Krankheit,



betrieblichen Unfall und Arbeitslosigkeit versichert. Die finanziellen Beiträge hierfür werden zum Teil vom Arbeitgeber erbracht, zum Teil vom Arbeitslohn einbehalten. Bei Eintritt eines Versicherungsfalles werden entsprechende Leistungen von der Krankenkasse, der Berufsgenossenschaft oder der Arbeitsverwaltung erbracht. Im Krankheitsfall besteht außerdem für den Arbeitgeber die Pflicht, den Lohn für die Dauer von sechs Wochen fortzuzahlen.

A-7



— Praktische Hinweise.

Arbeitnehmer aus Mitgliedstaaten, die in das Gebiet der Bundesrepublik Deutschland einreisen, um sich hier eine Arbeitsstelle zu suchen, bedürfen für die ersten drei Monate nach der Einreise keiner Aufenthaltserlaubnis. Das gleiche gilt für Arbeitnehmer, deren Tätigkeitsdauer den Zeitraum von drei Monaten nicht überschreitet.

Arbeitnehmer, die in der Bundesrepublik Deutschland eine Arbeitsstelle und eine Wohnmöglichkeit gefunden haben, sollten unter Mitnahme des Reisepasses oder Ausweises folgende Formalitäten erledigen:

1. Anmeldung bei der Meldebehörde des neuen Wohnortes (Stadtverwaltung, Gemeindeamt oder Einwohnermeldeamt). Die Anmeldebestätigung ist jeweils bei den nächsten Behörden vorzulegen.
2. Beantragung einer Aufenthaltserlaubnis bei der Ausländerbehörde.
3. Antrag auf Ausstellung einer Lohnsteuerkarte (Stadtverwaltung, Gemeindeamt oder Einwohnermeldeamt) unter Vorlage der Anmeldebestätigung, Aufenthaltserlaubnis und Bescheinigung über den Familienstand.
4. ANTRAG AUF AUSSTELLUNG EINES VERSICHERUNGSNACHWEISHEFTES (STADTVERWALTUNG ODER GEMEINDEAMT)

Die Lohnsteuerkarte und das Versicherungsnachweisheft sind dem Arbeitgeber vorzulegen. Viele Firmen sind bei der Erledigung der Formalitäten behilflich.



A-0



— Algemene inlichtingen over de Gemeenschapsbepalingen inzake «het vrije verkeer van werknemers».

De gemeenschapsbepalingen betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Lid-staten van de E.G. zijn vastgesteld in de Verordening (E.E.G.) Nr. 1612/68. Deze verordening schept voor de onderdanen van de Lid-staten direct geldend recht via haar bepalingen verkrijgen die onderdanen op het terrein van de tewerkstelling, beloning en andere arbeidsvoorwaarden, een rechtsaanspraak op volledige gelijke behandeling binnen de Gemeenschap. De consequente toepassing van deze verordening in de Bondsrepubliek Duitsland betekent voor dit deel van de E.E.G. de garantie voor het volledige vrije verkeer van werknemers.

A-1



— Gelijkheid van behandeling met de nationale werknemers inzake:

A-1.00



— het recht om op een openstaande betrekking in te gaan;

Ieder onderdaan van een Lid-staat heeft de mogelijkheid en het recht naar een vakante betrekking als werknemer te solliciteren en na indienstneming door de werkgever, dit werk te verrichten. Beslissend voor de indienstneming is doorgaans de persoonlijke geschiktheid van de sollicitant. Hierbij mag op het punt van de te stellen eisen geen andere maatstaf worden aangelegd dan voor binnenlandse sollicitanten. Het bij voorrang indienstnemen van Duitse sollicitanten is op grond van Verordening Nr. 1612/68 niet mogelijk. Het beginnen en uitoefenen van werkzaamheden geschiedt naar de voor dit land geldende rechtsregels en administratieve voorschriften.

A-1.10



— het recht op bijstand van de arbeidsbureaus bij het zoeken naar werk;

De bemiddeling voor vakante betrekkingen mag ingevolge § 4 van de wet ter bevordering van de tewerkstelling (Arbeitsförderungsgesetz) in beginsel alleen gebeuren door de kantoren van het Bondsbureau voor arbeid (Bundesanstalt für Arbeit). Dat betekent anderzijds dat die kantoren (arbeidsbureau's) voor iedereen die hun hulp inroept, actief moeten worden. Een bevoordeling van binnenlandse werknemers ten opzichte van onderdanen van de Lid-staten is niet toegestaan.

A-1.20



— het recht om arbeid in loondienst te verrichten;

Onderdanen van Lid-staten kunnen in de Bondsrepubliek Duitsland onder dezelfde omstandigheden en met gelijke rechten als gelden voor binnenlandse werknemers, hun beroep uitoefenen, d.w.z. zij ontvangen voor gelijk werk gelijk loon, genieten



van dezelfde opzegtermijnen en hebben recht op dezelfde sociale uitkeringen en belastingaftrekregelingen. Zij kunnen beroepsscholen bezoeken en deelnemen aan omscholingscursussen. Bij ingetreden werkloosheid hebben ze recht op gelijke behandeling als geldt voor binnenlandse werknemers.

A-1.30



— het recht tot uitoefening van syndicale rechten en van vertegenwoordiging van het personeel in de onderneming.

In de Bondsrepubliek Duitsland kunnen onderdanen van de Lidstaten lid worden van een vakbond en binnen die bond actief en passief kiesrecht uitoefenen, d.w.z. zij kunnen deelnemen aan verkiezingen voor de organen waarin de werknemers vertegenwoordigd zijn in de bedrijven er kunnen zelf verkozen worden in deze organen.

A-2



— De verlening van de «verblijfskaart aan een onderdaan van een lid-staat der EEG» voor:

A-2.00



— de blijvende werknemers,

A-2.10



— de grensarbeiders,

A-2.20



— de seizoenarbeiders.

Onderdanen van andere landen hebben in de Bondsrepubliek Duitsland een verblijfsvergunning nodig indien zij als werknemer tewerkgesteld willen worden. Dit geldt dus ook voor onderdanen van de Lidstaten. Uitgezonderd hiervan zijn de E.E.G. onderdanen die hun woonplaats behouden op het grondgebied van een andere Lidstaat en dagelijks of tenminste eenmaal per week naar hun land van herkomst terugkeren (grensarbeiders). Onderdanen van de Lidstaten hebben, in tegenstelling tot onderdanen van derde landen, van rechtswege aanspraak op het uitreiken van een verblijfsvergunning. Deze verblijfsvergunning wordt op aanvraag verstrekt, waartoe als voorwaarde geldt dat een loondienstverband kan worden bewezen. Deze bepalingen gelden ook voor seizoenarbeiders.



A-3



— Redenen van weigering van de verblijfskaart.

De verblijfsvergunning kan aan onderdanen van Lid-staten volgens de geldende wetgeving alleen geweigerd worden indien,

- a) de betrokkene door een ziekte waaraan hij lijdt, een gevaar vormt voor de volksgezondheid,
- b) de betrokkene lijdt aan besmettelijke ziekte(n) of ernstig psychisch gestoord of geestesziek is,
- c) de betrokkene een gevaar vormt voor de openbare veiligheid of de samenleving,
- d) soortgelijke belangen van de Bondsrepubliek in het gedrang komen.

De weigering van een verblijfsvergunning mag nimmer geschieden op grond van economische overwegingen.

A-4



— Recht op huisvesting en op eigendomsverwerving van woning.

A-5



— Mogelijkheid van vestiging met de familie in het land van verblijf.

De woningmarkt is in de Bondsrepubliek in beginsel vrij. Werknemers uit Lid-staten kunnen derhalve vrij een woning huren of in eigendom verkrijgen volgens de plaatselijke gebruiken en de geldende wetgeving. Zij hebben daarbij dezelfde rechten en voordelen als de binnenlandse werknemers.

A-6



— Algemene inlichtingen over de Gemeenschapsbepalingen inzake sociale zekerheid voor de werknemers die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen.

Werknemers uit Lid-staten die zich in de Bondsrepubliek bevinden en daar hun werkzaamheden uitoefenen, zijn, evenals de binnenlandse werknemers, onderworpen aan de bepalingen van de Duitse sociale wetgeving, d.w.z. zij worden bij aanvang van de tewerkstelling door de werkgever verzekerd tegen ziekte, arbeidsongevallen en werkloosheid. De premie hiertoe wordt gedeeltelijk door de werkgever geïnd en voor een ander gedeelte ingehouden op het loon. Bij het overkomen van een arbeidsongeval, bij ziekte of werkloosheid, worden de desbetreffende uitkeringen of verstrekkingen verleend door het ziekenfonds (Krankenkasse) de bedrijfsvereniging (Berufsgenossenschaft) of het arbeidsbureau (Arbeitsverwaltung). In geval van ziekte bestaat bovendien voor de werkgever de verplichting het loon gedurende 6 weken door te betalen.



A-7



— Praktische raadgevingen.

Werknemers uit Lid-staten die naar de Bondsrepubliek koren om daar een baan te zoeken, hebben gedurende de eerste drie maanden geen verblijfsvergunning nodig. Hetzelfde geldt voor werknemers wier beroepsuitoefening de duur van drie maanden niet overschrijdt. Werknemers die in de Bondsrepubliek Duitsland een baan en een woning hebben gevonden, dienen onder voorlegging van een paspoort of ander reisdokument, de volgende formaliteiten te vervullen :

1. Aanmelding bij de bevoegde instantie van de nieuwe woonplaats (gemeentebestuur, gemeentesekretariaat, bevolkingsregister). De aanmeldingsbevestiging moet telkens bij de volgende instantie worden voorgelegd.
2. Aanvraag ter verkrijging van een verblijfsvergunning bij de voor buitenlanders bevoegde dienst indienen.
3. Aanvraag indienen voor een loonbelastingkaart (gemeentebestuur, gemeentesekretariaat of bevolkingsregister) onder voorlegging van de aanmeldingsbevestiging, de verblijfsvergunning en een verklaring omtrent de gezinssamenstelling.
4. Aanvraag indienen ter verkrijging van een verzekeringsboekje (gemeentebestuur of administratie).

De loonbelastingkaart en het verzekeringsboekje moeten aan de werkgever terhand worden gesteld. Vele ondernemingen verlenen hulp bij het vervullen van al deze formaliteiten.



A-0

— General information on the Community provisions with regard to «freedom of movement of workers».



The Community regulations on the free movement of workers within the EEC member countries are laid down in ruling (EEC) N°. 1612/68. This ruling gives nationals of member states equal rights. From this these workers receive with regard to employment, payment and other working conditions the right to complete equality of treatment within the Community. The implementation of this ruling in the Federal Republic of Germany constitutes for this part of the Community complete freedom of movement for workers.

A-1

— Equality of treatment with national workers as regards:



A-1.00

— the right to fill a vacancy;



All nationals of member states have the possibility and the right to apply for any free job and after acceptance by the employer to carry out activities. Decisive in engaging anyone for a job is solely the personal suitability of the applicant. In doing this, with regard to requirements, the standards used should not differ from those applied to native applicants. In accordance with ruling N° 1612/68 precedence may not be given to German applicants. Acceptance of a job and fulfillment of duties are carried out in accordance with the legal and administrative provisions of this country.

A-1.10

— the right to benefit from the assistance of employment offices to find employment;



Announcement of jobs may, in accordance with section 4 of the employment promotion law (AFG), basically only made by the offices of the German employment exchange. This means that the labour exchanges must act for anyone who requests its assistance. Preference for native workers as opposed to nationals of member states is not allowed.



A-1.20

— the right to follow employment;



Nationals of member states carry out duties of their jobs in the Federal Republic of Germany with the same rights as native workers, they receive equal pay for equal work, have the same protection from notice being given and enjoy the same social and tax advantages. They may attend vocational schools and benefit from retraining measures. Should they become unemployed they enjoy the same treatment as native workers.

A-1.30

— the exercise of trade union rights and of staff representation in the undertaking.



In the Federal Republic of Germany nationals member states may join trade unions and in this context have an active or passive right to vote i.e. they may vote for representatives to the bodies of workers organisations within the works and may themselves be voted onto these bodies.

A-2

— The issue of the «residence permit for nationals of a Member State of the EEC» for:



A-2.00

— permanent workers;



A-2.10

— frontier workers;



A-2.20

— seasonal workers;



Nationals of non-German countries require a residence permit in the Federal Republic if they are workers.



This also applies to nationals of member states. An exception to this are those EEC nationals who have their home within the sovereign territory of another member states and who daily or at least once a week return to their home (frontier commuters). Nationals of member states have, in contrast to nationals of other states the right to a residence permit. Residence permits will be issued on request after proof has been given of an existing working relationship. This measure also apply to seasonal workers.

A-3

— Reasons for refusal of residence permit



Residence permits may be refused to nationals of member states in accordance to laws existing here only if :

- a) the person concerned, because of serious illness constitutes a danger to public health.
- b) the person concerned suffers from drug addiction or serious mental or psychological disturbances.
- c) the person concerned constitutes a danger to public safety and order.
- d) infringes other major requirements of the Federal Republic of Germany.

Refusal of a residence permit may not be made because of economic reasons.

A-4

— Access to housing and to the ownership of housing



A-5

— Possibility of the worker settling with his family in the host country



The accommodation market in the Federal Republic of Germany is free. Workers from member states may therefore take accommodation or buy the required accommodation according to the laws governing the accommodation market. In doing this they enjoy all rights and advantages afforded to native workers.



A-6



— General information on the Community provisions with regard to social security for workers moving within the Community

Workers from member states who reside in Germany and carry out work are eligible, in the same way as native workers, for application of the German social legislation, i.e. they will on commencement of work, be insured by the employer against illness, industrial accident and unemployment. The financial contributions for this will be paid partly by the employer and partly by the wages of the worker. Should insurance be called on the corresponding amounts will be issued by the sickness fund, the professional organisation of the work administration. Should the worker fall ill the employer is obliged to continue payment of income for 6 weeks.

A-7



— Practical advice

Workers of nationality of member states who enter the Federal Republic to look for work do not require a residence permit for the first three months after entry. The same applies to workers whose work does not last for longer than months.

Workers who have found a job and accommodation within the Federal Republic, should together with presentation of a passport or identification card complete the following formalities :

- 1) Register with the registration authorities of the new residence area (town council, municipal offices or local authorities). The registration certificate should be presented to the next authorities.
- 2) Application for a residence permit from the Alien Authorities.
- 3) Application for issue of tax cards (town council, municipal offices or local authorities) with presentation of registration form, residence permit and certification of marital status.
- 4) Application for issue of insurance identification book (town council or municipal offices).

The tax card and the insurance book should be given to the employer. Many firms help with completing these formalities.

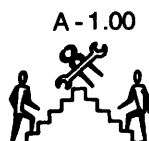


- Almindelige oplysninger om fællesmarkedsbestemmelser angående «arbejdskraftens fri bevægelighed».

Fællesskabsbestemmelserne om arbejdskraftens frie bevægelighed inden for EF-medlemsstaterne er fastsat i forordning (EØF) nr. 1612/68. Denne forordning skaber umiddelbar gældende ret for medlemsstaternes borgere. Denne forordning garanterer dem et retligt krav på fuld ligestilling inden for Fællesskabet for så vidt angår beskæftigelse, aflønning og øvrige arbejdsvilkår. Den konsekvente gennemførelse af denne forordning i forbundsrepublikken Tyskland, garanterer for denne del af EF arbejdskraftens frie bevægelighed.

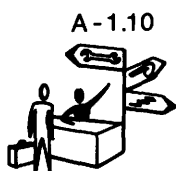


- Ligebehandling med indenlandske lømodtagere angående:



- ret til en ledig beskæftigelse;

Enhver statsborger i en medlemsstat har mulighed for og ret til at søge en ledig stilling som arbejdstager, og til at udøve denne virksomhed efter at være blevet antaget af arbejdsgiveren. Afgørende for ansættelsen er principielt ansøgerens personlige egnethed, i denne forbindelse må der med hensyn til kvalifikationer ikke anlægges anden målestok end for indenlandske ansøgere. Tyske ansøgere må ikke indrømmes fortrinsret med hensyn til ansættelse i henhold til forordning nr. 1612/68. Påbegyndelse og udøvelse af erhvervsvirksomhed, sker i henhold til de administrativt og ved lov fastsatte bestemmelser, som er gældende for denne stat.



- retten til at få bistand fra arbejdsformidlingskontorerne til at søge en beskæftigelse;

Arbejdsformidling må i henhold til artikel 4 i "Arbeitsförderungsgesetz" (lov om arbejdsformidling) principielt kun fore-



tages af "Bundesanstalt für Arbeit's" kontorer. Dette betyder på den anden side at kontorerne (arbejdsformidlingskontorerne) skal betjene enhver som måtte ønske at gøre brug af deres hjælp. Det er ikke tilladt at give indenlandske arbejdstagere fortrinset frem for statsborgere fra andre medlemsstater.

A-1.20



— retten til at udøve en beskæftigelse;

Statsborgere fra de øvrige medlemsstater udøver beskæftigelse som arbejdstagere i forbundsrepublikken Tyskland med de samme rettigheder som indenlandske arbejdstagere, d.v.s. de får lige løn for lige arbejde, de har de samme opsigelsesfrister og de samme sociale og skattemæssige fordele. De kan gå på fagskoler og deltage i omskolingsforanstaltninger. I tilfælde af arbejdsløshed behandles de på lige fod med indenlandske arbejdstagere.

A-1.30



— udøvelse af fagforeningsrettigheder og retten til personalerepræsentation i virksomheden.

I forbundsrepublikken Tyskland kan statsborgere fra de øvrige medlemslande blive medlemmer af fagforeningerne og herigennem udøve aktiv og passiv valgret, d.v.s. de kan deltage i valg til arbejdstagerrepræsentanternes organer i virksomhederne og de kan selv vælges ind i disse organer.

A-2

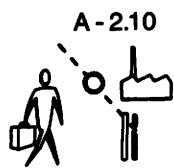


— Udstedelse af «opholdstilladelse for statsborgere i et EF medlemsland»:

A-2.00

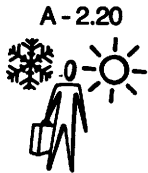


— permanente arbejdere;



A-2.10

— grænsearbejdere;



A-2.20

— sæsonarbejdere;

Udenlandske statsborgere skal i forbundsrepublikken Tyskland have opholdstilladelse, såfremt de ønsker at påbegynde virksomhed som arbejdstager. Dette gælder også for borgere i de øvrige medlemsstater. Undtaget herfra er de EF-statsborgere, som har deres bopæl på en anden medlemsstats område og som dagligt eller mindst en gang om ugen vender tilbage til deres bopæl (grænsearbejdere).

Statsborgere fra de øvrige medlemslande har i modsætning til statsborgere fra andre lande krav på opholdstilladelse. Opholdstilladelsen gives efter anmodning, idet det må dokumenteres, at der allerede består et arbejdsforhold. Foranstående gælder også for sæsonarbejdere.



A-3

— Grunde til nægtelse af opholdstilladelse

Opholdstilladelse kan i henhold til de gældende love, kun nægtes udstedt til statsborgere fra de øvrige medlemsstater, såfremt

- a) den pågældende er til fare for den offentlige sundhed på grund af en sygdom,
- b) den pågældende lider af narkomani eller alvorlige psykiske eller sjælelige forstyrrelser,
- c) den pågældende er til fare for den offentlige sikkerhed og orden,
- d) øvrige vigtige interesser i forbundsrepublikken Tyskland kunne lide skade.

Opholdstilladelse må ikke nægtes udstedt af økonomiske grunde.



A-4



— Adgang til bolig og til at eje en bolig

A-5



— Mulighed for at bosætte sig med familie i modtagerlandet

Boligmarkedet i forbundsrepublikken Tyskland er principielt frit. Arbejdstagere fra medlemsstaterne kan derfor leje en lejlighed eller opnå ejendomsret til den bolig, de har brug for i henhold til de for boligmarkedet gældende love. De har i denne henseende samme rettigheder og fordele som indenlandske arbejdstagere.

A-6



— Almindelige informationer om fællesmarkedsbestemmelserne vedrørende social sikkerhed for lønmodtagere, der flytter inden for Fælleskabet

De arbejdstagere fra medlemsstaterne, som opholder sig i forbundsrepublikken og som har arbejde der, falder ind under de tyske sociale love på lige fod med indenlandske arbejdstagere, d.v.s. arbejdsgiveren forsikrer dem ved begyndelsen af et arbejdsforhold mod sygdom, ulykke og arbejdsløshed. De økonomiske bidrag hertil betales dels af arbejdsgiveren og tilbageholdes dels i arbejdslønnen. Ved indtrædelse af en forsikringsbegivenhed er der tale om tilsvarende ydelser fra sygekassen, det faglige forsikringsselskab eller fra arbejdsforvaltningen. I tilfælde af sygdom er arbejdsgiveren desuden forpligtet til at fortsætte med lønudbetaling i en periode af 6 uger.

A-7



— Praktiske råd

De arbejdstagere fra de øvrige medlemsstater, som rejser ind i forbundsrepublikken Tysklands område, for at søge arbejde der, behøver ingen opholdstilladelse i de første tre måneder efter indreisen. Det samme gælder for arbejdstagere, som ikke arbejder i mere end tre måneder. Arbejdstagere, som har fundet arbejde og bolig i forbundsrepublikken Tyskland, bør ordne følgende formaliteter, idet de fremlægger deres rejsepas eller identitetskort:



- 1) Foretage tilmeldelse hos folkeregistermyndighederne på den nye bopæl (kommune eller folkeregister). Bekræftelsen på tilmeldelse skal altid fremlægges hos de nærmeste myndigheder.
- 2) Indgive ansøgning om opholdstilladelse hos fremmedpolitiet.
- 3) Indgive ansøgning om lønmodtagerskattekort (kommunen eller folkeregisteret) idet der fremlægges bekræftelse på tilmeldelse, opholdstilladelse og attestation over familiemæssige forhold.
- 4) Indgive ansøgning om forsikringsdokumentationshæfte (kommunen).

Lønmodtagerskattekortet og forsikringsdokumentationshæftet skal forelægges arbejdsgiveren. Mange firmaer er behjælpelige med at klare disse formaliteter.

**Direction générale des Affaires sociales
Bureau européen de Coordination**

**Direzione generale degli Affari sociali
Ufficio europeo di Coordinamento**

**Generaldirektion Soziale Angelegenheiten
Europäisches Koordinierungsbüro**

**Directoraat-Generaal Sociale Zaken
Europees Coördinatiebureau**

**Directorate General for Social Affairs
European Coordination Office**

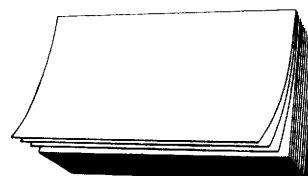
**Direktoratet for Sociale Anliggender
Det europæiske koordineringsbureau**



- INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE PAYS
- INFORMAZIONI GENERALI SUL PAESE
- ALLGEMEINE INFORMATIONEN ÜBER DAS LAND
- ALGEMENE INLICHTINGEN OVER HET LAND
- GENERAL INFORMATION ON THE COUNTRY
- ALMINDELIGE OPLYSNINGER OM LANDET



- Informations mises à jour le :*
- Informazioni aggiornate al :*
- Informationen auf den neusten Stand gebracht am :*
- Inlichtingen op de nieuwste stand gebracht op :*
- Information brought up to date on :*
- Oplysninger ført à jour den :*





B-0

Situation géographique



La République fédérale d'Allemagne (RFA) est située en Europe centrale. Elle est bordée au nord par le Danemark, la mer Baltique et la mer du Nord, à l'ouest par les Etats du Benelux et la France, au sud par la Suisse et l'Autriche et à l'est par la Tchécoslovaquie et la R.D.A.

B-1

Superficie



248.469 km², dont 480 km² pour Berlin-Ouest.

B-2

Climat



Le climat est tempéré, avec des précipitations réparties sur toute l'année. La température annuelle moyenne est de + 9°C. Les températures moyennes oscillent selon l'altitude, entre + 3° et -6° en Janvier et + 16° et + 19° en juillet. La Haute et la Moyenne Allemagne sont couvertes de couches de neige d'épaisseur variable pendant les mois d'hiver.

B-3

Population



61,6 millions d'habitants au total, dont 2,1 millions à Berlin-ouest.

B-3.0


dont: population étrangère



3,5 millions environ.



B-3.1 **travailleurs salariés occupés**
21.793.000



B-3.10 **dont: agriculture**
278.000




B-3.11 **dont: industrie**
12.260.000



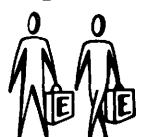
B-3.12 **dont: services**
5.609.000



B-3.20 **travailleurs étrangers occupés**
2.609.000



B-3.21 **dont: travailleurs communautaires**
556.000



B-4 **Capitale**
La capitale fédérale est Bonn.





B-5

**Langue**

La langue est l'allemand. Les dialectes sont encore fréquents dans la langue parlée, mais tout le monde comprend le haut allemand.

B-6

**Régime politique**

La R.F.A. est, au terme de la Constitution de mai 1949, un Etat fédéral parlementaire et démocratique. Le Président fédéral est le représentant suprême de l'Etat et le Chancelier fédéral dirige le gouvernement. Le pouvoir législatif est exercé par le Bundestag au sein duquel siègent des représentants élus et par le Bundesrat composé de représentants des gouvernements des Länder. Le droit de vote n'est accordé qu'aux Allemands. Sont électeurs tous les Allemands âgés de 18 ans révolus; sont éligibles tous les Allemands majeurs. Le service militaire n'est obligatoire que pour les Allemands.

B-7

**Economie**

La République fédérale est un pays à population dense, hautement industrialisé. Son industrie, surtout orientée vers l'exportation, figure parmi les plus développées du monde. Les industries mécanique, électrique, textile, chimique, alimentaire, automobile et sidérurgique y jouent un rôle de premier plan.

La République fédérale ne trouve sur son territoire qu'une petite partie des matières premières qu'elle transforme. Elle doit donc importer des matières premières et exporter des produits finis dans tous les pays du monde. Le pays dispose de sources énergétiques propres, sauf le pétrole et le gaz naturel.

L'activité industrielle s'exerce principalement dans la région du Rhin et de la Ruhr, dans celle du Rhin et du Main et dans la région du Sud-Ouest mais les régions côtières du Nord s'industrialisent de plus en plus. Les charbonnages et la sidérurgie se situent surtout en Rhénanie-du-Nord-Westphalie.



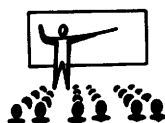
L'agriculture allemande joue elle aussi un grand rôle dans l'économie. Elle produit les deux tiers des produits alimentaires nécessaires à la République fédérale. L'agriculture, la sylviculture, l'horticulture et la viticulture allemandes ont atteint un très haut niveau de rationalisation et de mécanisation.

On trouve des guichets de banques privées, de caisses d'épargne communales et d'autres établissements financiers dans la plupart des localités; il y a une bourse des valeurs à Berlin, à Brême, à Düsseldorf, à Francfort-sur-le-Main, à Hambourg, à Hanovre, à Munich et à Stuttgart. Certaines banques étrangères ont des filiales en République fédérale.

Le plein emploi est réalisé en République fédérale.

Les salaires et les prestations sociales légales y ont atteint un niveau élevé. Tous les travailleurs de la Communauté sont assimilés aux travailleurs nationaux pour l'application des conventions collectives et de la législation sociale.

B-8



Enseignement

L'enseignement est dispensé en langue allemande dans des écoles publiques à raison de 25 à 30 heures par semaine. Les cours se donnent le matin. L'enseignement est gratuit. Les fournitures scolaires sont distribuées gratuitement dans la plupart des Länder. De nombreux services de ramassage scolaire sont organisés dans des régions reculées pour les élèves des écoles primaires et secondaires.

B-8.0



Organisation scolaire

La "Volksschule" comprend 4 ou 5 années d'études primaires élémentaires ("Grundschule") et 3 à 5 années d'études primaires générales ("Hauptschule") les quatre premières années de la "Volksschule" sont obligatoires pour tous. A partir de la cinquième année, l'élève peut passer dans une école d'enseignement général soit une "Mittelschule" (6 ans) soit une école secondaire (9 ans); la Real-

schule prépare en général aux fonctions de cadre moyen et à différentes professions de niveau non universitaire tandis que le diplôme délivré par le "Gymnasium" donne accès à l'enseignement supérieur.

B-8.1

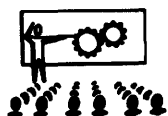
Obligation scolaire



Tous les enfants âgés de 6 ans doivent fréquenter l'école, quelle que soit leur nationalité. La période de scolarité obligatoire est de 9 ans après lesquels l'école professionnelle à temps partiel (Berufsschule) est obligatoire pendant les premières années de vie active (1 à 2 fois par semaine jusqu'à 18 ans) pour ceux qui ne fréquentent pas des écoles d'enseignement général.

B-8.2

Organisation de la formation professionnelle



L'élève quittant la "Volksschule" peut entrer en apprentissage; après avoir accompli la scolarité obligatoire, il est tenu jusqu'à l'âge de 18 ans ou jusqu'à la fin de sa formation professionnelle pratique, de suivre des cours dans une école professionnelle, à raison d'une ou deux fois par semaine, pour améliorer ou achever sa formation, ou tout simplement pour se préparer à la vie professionnelle; la fréquentation de l'école professionnelle complémentaire ("Berufsaufbauschule") lui permettra d'accéder à des métiers plus qualifiés.

B-9

La politique sociale et les partenaires sociaux (bref aperçu)



B-9.1

Organismes d'information et d'accueil



L'adresse du service local d'assistance aux travailleurs étrangers doit être demandée au bureau de main-d'oeuvre. L'"Arbeiterwohlfahrt", le "Caritasverband" et le "Diakonisches Werk" apportent aux travailleurs étrangers une assistance



extra-professionnelle tandis que la "Jugendsozialwerk" s'applique à améliorer les possibilités d'emploi des jeunes étrangers et à les héberger dans divers foyers.

Ces organismes ont les adresses suivantes :

Arbeiterwohlfahrt e.V. (AW)
53 Bonn, Ollenhauerstr. n. 3

Deutscher Caritasverband (CV)
78 Freiburg, Lorenz-Werthmannhaus,
Karlstr. 40

Diakonisches Werk (DW) Evang. Kirche
in Deutschland, 7 Stuttgart,
Alexanderstr. 23

Jugendsozialwerk e.V. (JSW),
Frankfurt, Münchener Str. 38.



B-0

Situazione geografica

La Repubblica federale di Germania (RFT) si trova nell' Europa centrale. Confina a nord con la Danimarca, il mar Baltico e il mar del nord, ad ovest con il Benelux e la Francia, a sud con la Svizzera e l'Austria e ad est con la Cecoslovacchia e la Repubblica democratica tedesca (RDT).

B-1

Superficie

248.469 km², di cui 480 km² per Berlino est.

B-2

Clima

Clima temperato con precipitazioni in tutte le stagioni. La temperatura media annua è di + 9°C. Secondo l'altitudine, le temperature medie invernali registrate in gennaio sono comprese tra + 3° e - 6°, le temperature estive, rilevate in luglio, sono comprese tra + 16° e 19°. Durante i mesi invernali, soprattutto i rilievi medi e alti sono coperti, in varia misura, da alte coltri di neve.

B-3

Popolazione

Complessivamente 61,6 milioni di abitanti, di cui 2,1 milioni a Berlino est.

B-3.0

di cui: popolazione straniera

Circa 3,5 milioni.

B-3.1

lavoratori dipendenti occupati

21.793.000



D

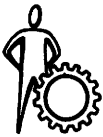
8

B-3.10

di cui: **agricoltura**

278.000

B-3.11

di cui: **industria**

12.060.000

B-3.12

di cui: **servizi**

5.609.000

B-3.20

lavoratori stranieri occupati

2.350.000

B-3.21

di cui: **lavoratori Comunitari**

556.000

B-4

Capitale

Capitale federale è Bonn.

B-5

Lingua

Tedesco. Nella lingua corrente ricorrono frequentemente forme dialettali. Peraltro, il tedesco puro viene compreso dovunque.



B-6

Regime politico

Ai sensi della Costituzione del maggio 1949, la Repubblica federale tedesca è uno Stato federale di tipo parlamentare democratico. Il Presidente federale è il massimo rappresentante del paese; il Cancelliere federale dirige il Governo. La funzione legislativa è esplicata dal Parlamento (Bundestag), attraverso deputati eletti e dal Consiglio federale (Bundesrat), composto da membri dei Governi dei Länder. Il diritto elettorale spetta solo ai cittadini tedeschi. Può eleggere chi ha compiuto 18 anni, può essere eletto chi ha raggiunto la maggiore età. Solo i tedeschi sono tenuti a prestare servizio militare.

B-7

Economia

La Repubblica federale di Germania è un paese densamente popolato ed altamente industrializzato. L'industria è orientata soprattutto verso le esportazioni ed è una tra le prime del mondo. Soprattutto l'industria meccanica, l'industria elettrica, l'industria tessile, l'industria chimica, l'industria alimentare, l'industria automobilistica e l'industria siderurgica occupano un posto importante. Solo una piccola parte del fabbisogno di materie prime può essere coperto dal paese. L'industria dipende dalle importazioni di materie prime e dalle esportazioni di prodotti finiti verso tutti i paesi. Ad eccezione del petrolio e del gas naturale, l'approvvigionamento energetico è assicurato in larga misura da fonti proprie. L'attività industriale è concentrata in regioni quali la Renania e la Ruhr, nella regione del Reno e del Meno e nella Germania sudoccidentale. Si registra un'industrializzazione crescente nelle regioni lungo le coste della Germania settentrionale. I bacini carboniferi e l'industria siderurgica sono situati soprattutto nel Nordrhein-Westfalen. Accanto all'industria, l'agricoltura tedesca rappresenta un fattore importante. Produce i 2/3 delle derrate alimentari necessarie al paese. L'agricoltura, l'economia forestale, l'orticoltura e la viticoltura della Germania sono strutturate secondo tecniche moderne.

In quasi tutte le località gli interessati possono trovare banche private, casse di risparmio comunali ed altri istituti di credito. Borse valori si trovano a Berlino, Brema, Düsseldorf, Francoforte sul Meno, Amburgo, Hannover, Monaco e Stoccarda. Molte banche



straniere hanno filiali proprie nel territorio della Repubblica federale. Nella Repubblica federale esiste la piena occupazione. I salari e gli stipendi, nonché le prestazioni sociali obbligatorie hanno raggiunto un alto livello. Tutti i lavoratori cittadini degli Stati membri sono equiparati ai Tedeschi in materia di remunerazione e legislazione sociale.

B-8

Istruzione

L'istruzione viene impartita in scuole pubbliche in lingua tedesca, con orario settimanale di 25/30 ore antemeridiane. La scuola è gratuita. Nella maggiore parte dei Länder esiste libertà nella scelta dei mezzi didattici. Nelle zone lontane fanno spesso servizio autobus scolastici per alcuni delle scuole del primo e secondo ciclo.

B-8.0

Assetto scolastico

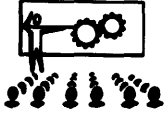
Le scuole d'obbligo si suddividono in 4-5 anni di scuola elementare inferiore ed in 3-5 anni di scuola elementare superiore. I primi quattro anni della scuola elementare inferiore costituiscono gli anni di scuola primaria obbligatoria per tutti. A partire dal quinto anno scolastico o da un anno scolastico successivo gli alunni possono passare ad una scuola che fornisca una formazione generale alla scuola media (6 anni) alla scuola media superiore che prepara ad alti studi (9 anni). In genere il diploma finale della "Realschule" rappresenta il presupposto per l'esercizio di professioni non accademiche di tutte le specie per le quali è richiesta un'istruzione superiore. Il diploma finale del "Gymnasium" dà accesso all'università.

B-8.1

Obbligo scolastico

I ragazzi che hanno compiuto i 6 anni, indipendentemente dalla loro nazionalità, sono soggetti all'obbligo scolastico generale che dura 9 anni. Inoltre, durante i primi anni di lavoro vi è l'obbligo di frequentare una scuola professionale (1-2 volte alla settimana fino a 18 anni compiuti), se non si frequentano altre scuole che impartiscono una formazione generale.

B-8.2

Assetto della formazione


Dopo la scuola elementare i giovani possono seguire un corso d'apprendistato. Dopo le scuole obbligatorie a tempo pieno tutti i giovani hanno l'obbligo di frequentare, fino al compimento del 18° anno o fino alla fine dell'istruzione professionale pratica, una o due volte la settimana, la scuola d'avviamento professionale allo scopo di approfondire e completare la formazione già ricevuta appure semplicemente come preparazione alla vita professionale e di lavoro. Nei corsi di formazione professionale gli alunni provenienti dalla scuola elementare possono ottenere la formazione che li abilita a professioni maggiormente qualificate.

B-9

La politica sociale e le parti sociali (breve resoconto)


B-9.1

Enti assistenziali


Per ottenere l'indirizzo di qualunque ufficio di assistenza locale per lavoratori stranieri si dovrà rivolgersi all'Ufficio del Lavoro. Gli enti Arbeiterwohlfahrt, Caritasverband e Diakonisches Werk si occupano dell'assistenza extra aziendale dei lavoratori stranieri, la Jugendsozialwerk della promozione professionale e della sistemazione di giovani lavoratori. Gli uffici centrali di detti istituti si trovano ai seguenti indirizzi :

Arbeiterwohlfahrt e.V. (AW)
 53 Bonn, Ollenhauerstr. n. 3
 Deutscher Caritasverband (CV)
 Lorenz-Werthmannhaus, 78 Freiburg
 Karlstr. 40

Diakonisches Werk (DW) Evang. Kirche
 in Deutschland, 7 Stuttgart,
 Alexanderstr. 23

Jugendsozialwerk e.V. (JSW),
 Frankfurt, Münchener Str. 38.



B-0

Lage



Die Bundesrepublik Deutschland (BRD) liegt in Mitteleuropa. Im Norden wird sie von Dänemark, der Ost- und Nordsee, im Westen von den Beneluxstaaten und Frankreich, im Süden von der Schweiz und Österreich und im Osten von der CSSR und der DDR begrenzt.

B-1

Fläche



248.469 qkm, davon entfallen auf West-Berlin 480 qkm.

B-2

Klima



Es herrscht ein gemäßigtes Klima mit Niederschlägen zu allen Jahreszeiten. Die durchschnittliche Jahrestemperatur liegt bei $+9^{\circ}\text{C}$. Je nach Höhenlage liegen die durchschnittlichen Wintertemperaturen im Januar zwischen $+3^{\circ}$ und -6° , die Sommertemperaturen im Juli zwischen $+16^{\circ}$ und $+19^{\circ}$. Während der Wintermonate haben vor allem Hoch- und Mittelgebirge unterschiedlich starke Schneedecken.

B-3

Bevölkerung



61,6 Mill. Einwohner insgesamt, davon 2,1 Mill. in West-Berlin.

B-3.0

davon:

Ausländer



Etwa 3,5 Mill.



B-3.1

Arbeitskräfte im Lohn- und Gehaltsverhältnis



Arbeitskräfte im Lohn- und Gehaltsverhältnis
21.793.000

B-3.10

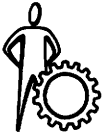
davon: Landwirtschaft



278.000

B-3.11

davon: Industrie



12.060.000

B-3.12

davon: Dienstleistungsbereich



5.609.000

B-3.20

beschäftigte Ausländer



2.350.000

B-3.21

davon: Gemeinschaftsangehörige



556.000

B-4

Hauptstadt



Die Bundeshauptstadt ist Bonn.



B-5

Sprache



Die Sprache ist Deutsch. In der Umgangssprache sind häufig Dialekte üblich. Hochdeutsch wird jedoch überall verstanden.

B-6

Staat und Regierungsform



Nach dem Grundgesetz vom Mai 1949 ist die BRD ein parlamentarisch-demokratischer Bundesstaat. Der Bundespräsident ist der höchste Repräsentant des Landes, der Bundeskanzler leitet die Regierung. Gesetzgeber sind der Bundestag mit gewählten Abgeordneten und der Bundesrat, der sich aus Mitgliedern der Landesregierungen zusammensetzt. Das Wahlrecht wird nur von Deutschen ausgeübt. Wahlberechtigt ist, wer das 18. Lebensjahr vollendet hat, wählbar ist, wer das Alter erreicht hat, mit dem die Volljährigkeit eintritt. Nur Deutsche sind wehrpflichtig.

B-7

Wirtschaft



Die Bundesrepublik ist ein dichtbesiedeltes, hoch industrialisiertes Land. Die Industrie ist vor allem exportorientiert und zählt zu den führenden Industrien der Welt. Vor allem die Maschinenbau-, die Elektro- und Textilindustrie, die Chemische Industrie, die Ernährungsindustrie, die Fahrzeug- und die eisenschaffende Industrie nehmen eine hervorragende Stellung ein.

Die zur Verarbeitung benötigten Rohstoffe können nur zum kleineren Teil aus heimischen Bodenerzeugnissen gewonnen werden. Die Industrie ist auf die Einfuhr von Rohstoffen und auf die Ausfuhr von Fertigerzeugnissen in alle Länder angewiesen. Für die Energieversorgung stehen bis auf Erdöl- und Erdgasgewinnung weitgehend eigene Quellen zur Verfügung.

Regionale Schwerpunkte der industriellen Tätigkeit liegen im Rhein-Ruhr-Gebiet, im Rhein-Main-Gebiet und im südwestdeutschen Raum. Die norddeutschen Küstengebiete werden zunehmend industriell erschlossen. Der Steinkohlenbergbau und die eisenschaffende Industrie befinden sich hauptsächlich in Nordrhein-Westfalen.

Die deutsche Landwirtschaft spielt neben der Industrie eine bedeutende Rolle. Sie erzeugt 2/3 der für das Bundesgebiet erforderlichen Nahrungsmittel. Die deutsche Land-, Forst-, Gartenbau- und Weinwirtschaft ist weitgehend technisch durchorganisiert.

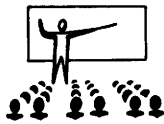


Private Banken, kommunale Sparkassen sowie sonstige Kreditinstitute stehen den Interessenten in fast allen Ortschaften zur Verfügung. Effektenbörsen bestehen in Berlin, Bremen, Düsseldorf, Frankfurt/Main, Hamburg, Hannover, München und Stuttgart. Ausländische Banken haben verschiedentlich eigene Filialen im Bundesgebiet.

In der Bundesrepublik Deutschland besteht Vollbeschäftigung. Löhne und Gehälter sowie die gesetzlichen Sozialleistungen haben ein hohes Niveau erreicht. Alle Gemeinschaftsarbeitnehmer sind tariflich und sozialrechtlich den Deutschen gleichgestellt.

B-8

Unterricht



Der Unterricht wird an öffentlichen Schulen in deutscher Sprache erteilt. Wöchentlich werden 25 bis 30 Unterrichtsstunden vormittags gegeben. Schulgeld ist nicht zu entrichten. In den meisten Bundesländern besteht Lehrmittelfreiheit. In abgelegenen Gegenden werden oft Schulbusse für Grund- und Hauptschüler eingesetzt.

B-8.0

Schulwesen



Die Volksschule gliedert sich in die 4-5jährige Grundschulzeit und die 3-5jährige Hauptschulzeit. Die ersten 4 Jahre der Volksschule sind die für alle Schüler verbindlichen Grundschuljahre. Vom 5. oder einem höheren Schuljahr ab können die Schüler auf eine weiterführende allgemeinbildende Schule übergehen: auf die Mittelschule (6 Jahre) oder eine weiterführende höhere Schule (9 Jahre). Der Abschluss der Realschule bietet im allgemeinen die Grundlage für gehobene, nichtakademische Berufe aller Art. Das Abschlusszeugnis des Gymnasiums berechtigt zur Aufnahme des Studiums an einer Wissenschaftlichen Hochschule.

B-8.1

Schulpflicht

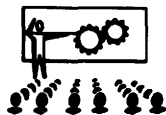


Alle Kinder, die das 6. Lebensjahr vollendet haben, sind unabhängig von der Staatsangehörigkeit schulpflichtig. Die Zeit der allgemeinen Schulpflicht beträgt 9 Jahre. Danach besteht während der ersten Berufsjahre Berufsschulpflicht (1 bis 2 mal wöchent-

lich bis zum vollendeten 18. Lebensjahr), wenn keine allgemeinbildenden weiterführenden Schulen besucht werden.

B - 8.2

Berufsausbildung



Nach dem Besuch der Volksschule kann ein Lehrberuf ergriffen werden. Sämtliche Jugendliche müssen nach der Erfüllung der Vollzeitschulpflicht bis zur Vollendung des 18. Lebensjahres oder bis zum Abschluss der praktischen Berufsausbildung ein- oder 2mal wöchentlich zur Vertiefung und Ergänzung ihrer bisherigen Ausbildung oder auch nur zur Vorbereitung für das Berufs- und Arbeitsleben die Berufsschule besuchen. Volksschüler können über Berufsaufbauschulen zu höher qualifizierten Berufen aufsteigen.

B - 9

Die Sozialpolitik und die Sozial partner (kurze Übersicht)



B - 9.1

Träger der Betreuung



Die Anschrift der jeweiligen örtlichen Betreuungsstelle für ausländische Arbeitnehmer ist über das Arbeitsamt zu erfragen. Die Arbeiterwohlfahrt, der Caritasverband und das Diakonische Werk befassen sich mit der ausserbetrieblichen Betreuung der ausländischen Arbeitnehmer und das Jugendsozialwerk mit der Berufsförderung und der Heimunterbringung von jungen Ausländern. Die Zentralen dieser Einrichtungen haben folgende Anschriften:

Arbeiterwohlfahrt e.V. (AW)
 53 Bonn, Ollenhauerstr., Nr. 3
 Deutscher Caritasverband (CV),
 78 Freiburg, Lorenz-Werthmannhaus,
 Karlstr. 40

Diakonisches Werk (DW) Evang. Kirche
 in Deutschland, 7 Stuttgart,
 Alexanderstr. 23

Jugendsozialwerk e.V. (JSW),
 Frankfurt, Münchener Str. 38.



B-0

Aardrijkskundige situatie

De Bondsrepubliek Duitsland (BRD) ligt in Midden-Europa. Ten Noorden grenst het land aan Denemarken, de Noord- en de Oostzee, in het Westen aan de Beneluxlanden en Frankrijk, in het Zuiden aan Zwitserland en Oostenrijk en in het Oosten aan Tsjechoslowakije en de DDR.

B-1

Oppervlakte

248.469 km², waarvan West-Berlijn 480 km² beslaat.

B-2

Klimaat

Er heerst een gematigd klimaat met neerslag in alle seizoenen. De gemiddelde jaartemperatuur bedraagt min of meer 9° C ; afhankelijk van de hoogte bedragen de gemiddelde wintertemperaturen (gemeten in januari) tussen + 3° en - 6°, de zomertemperaturen (gemeten in juli) tussen + 16° en 19°. In de wintermaanden ligt vooral in het hoog-en middelgebergte een sneeuwlaag van plaatselijk verschillende dikte.

B-3

Bevolking

61,6 milj. inwoners voor de gehele BRD, waarvan 2,1 milj; in West-Berlijn.

B-3.0

waarvan: **buitenlandse bevolking**

Circa 3,5 milj.

B-3.1

werknemers (werklozen uitgezonderd)



21.793.000



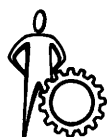
B-3.10



van wie: landbouw

278.000

B-3.11



van wie: industrie

12.060.000

B-3.12



van wie: dienstensector

5.609.000

B-3.20



buitenlandse werknemers (werklozen uitgezonderd)

2.350.000

B-3.21



van wie: uit de Gemeenschap

556.000

B-4



Hoofdstad

Bonn

B-5



Taal

Duits. Er bestaan vele dialecten doch hoogduits wordt overal verstaan.



B-6

Staat en regering

Volgens de grondwet van mei 1949 is de BRD een democratisch parlementaire Bondsstaat. De Bonds-president is de hoogste vertegenwoordiger van het land, de Bonds-kanselier is regeringsleider. Wetgevers zijn de Bondsdag met gekozen afgevaardigden en de Bondsraad die is samengesteld uit leden van de regeringen van de Länder. Alleen Duitsers hebben kiesrecht. Kiesgerechtigd is men na het bereiken van het 18 e levensjaar. Het passief kiesrecht wordt verkregen met de meerderjarigheid. Alleen Duitsers zijn dienstplichtig.

B-7

Economie

De Bondsrepubliek is een dichtbevolkt, hooggeïndustrialiseerd land. De industrie is vooral gericht op export en behoort tot leidingevende industriën ter wereld. Vooral de machinebouw, de electro-en textiel-industrie, de chemische industrie, de voedingsmiddelen-industrie, de auto- en staalproductieindustrie nemen een vooraanstaande plaats in.

De voor de verwerking benodigde grondstoffen kunnen slechts voor een klein gedeelte uit binnenlandse bodemextractie gewonnen worden. De industrie is derhalve op invoer van grondstoffen en op uitvoer van afgewerkte produkten in alle landen aangewezen. Voor de energievoorziening staan met uitzondering van aardolie- en aardgaswinning, in ruime mate eigen bronnen ter beschikking.

Regionale knooppunten van industriële bedrijvigheid zijn te vinden in het Rijn-Roer-gebied, in het Rijn-Main-gebied en in het Zuidwestelijk deel. De Noordduitse kustgebieden worden in toenemende mate industriëel ontsloten. De kolenmijnen en de ijzererfstontginning zijn hoofdzakelijk in Noordrijn-Westfalen te vinden.

De landbouw speelt in Duitsland, naast de industrie, een belangrijke rol. Zij brengt 2/3 van de voor het grondgebied van de Bondsrepubliek noodzakelijke voedingsmiddelen voort. De Duitse Land-bos-tuin en wijnbouw is voor een groot gedeelte gemechaniseerd. Privé-banken, gemeentelijke spaarbanken alsmede andere kredietinstellingen staan de belanghebbenden in bijna alle plaatsen ter beschikking. Effectenbeurzen bestaan in Berlijn, Bremen, Düsseldorf, Frankfurt a.d. Main, Hamburg, Hannover, München en Stuttgart. Buitenlandse banken hebben verschillende eigen filialen in het gebied der Bondsrepubliek.

In de Bondsrepubliek bestaat volledige tewerkstelling. Lonen en salarissen alsmede de wettelijke sociale prestaties hebben een hoog niveau bereikt. Alle werknemers uit de landen van de Gemeenschap zijn voorwat de loonovereenkomsten en het sociaal recht betreft met Duitsers gelijkgesteld.

B-8

Onderwijs



Het onderwijs wordt in het Duits aan openbare scholen verstrekt. Per week worden 's morgens 25 tot 30 lessen gegeven. Er wordt geen schoolgeld gevraagd. In de meeste L ander van de BRD worden gratis leermiddelen verstrekt. In afgelegen streken worden dikwijls schoolbussen voor lagere en middelbare scholieren ingezet.

B-8.0

Schoolstelsel



De lagere school (Volksschule) omvat de 4-5 jarige basisschoolopleiding en de 3-5 jarige voortgezette lagere schoolopleiding. De eerste vier jaren lager onderwijs zijn de voor alle leerlingen verplichte basisschooljaren. Vanaf het vijfde leerjaar of een hoger kunnen de leerlingen overgaan naar een verder leidende algemeen vormende school: hetzij naar de Mittelschule (Ned : MAVO, Belg: Sec. onderwijs lagere graad) voor zes jaren, hetzij naar een middelbare school met negen jaren opleiding (Ned: HAVO, Belg. sec. onderw. hogere graad). Het eindexamen van de Realschule (zes jaar voortgezet onderwijs) vormt in het algemeen de basis voor niet-universitaire beroepen van allerlei hogegequalificeerde aard. Het eindexamen gymnasium (negen jaar voortgezet onderwijs) verleent toegang tot universitaire instellingen.

B-8.1

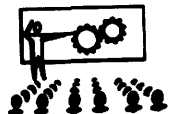
Leerplicht



Alle kinderen die de 6-jarige leeftijd hebben bereikt, zijn, ongeacht hun nationaliteit, leerplichtig. De leerplicht duurt 9 jaren. Daarnaast bestaat gedurende de eerste jaren waarin een beroep wordt uitgeoefend partiële leerplicht (1 tot 2 maal per week tot het 18e levensjaar is bereikt) indien geen algemeen vormend onderwijs wordt gevolgd.

B-8.2

Organisatie van de beroepsopleiding



In aansluiting aan de lagere school kan een opleiding in het kader van het leerlingstelsel (Lehrberuf) worden gevolgd. Alle jongeren moeten na het einde van de volledige leerplicht en tot het bereiken van de leeftijd van 18 jaar of het behalen van het eindexamen van de praktische beroepsopleiding, een of tweemaal per week (partiële leerplicht) naar een "Berufsschule" ter verdieping en aanvulling van hun tot dusverre genoten opleiding ofwel ter voorbereiding op het beroeps- en arbeidsleven. Leerlingen met alleen lager onderwijs, kunnen via "Berufsaufbauschulen" sociale promotie maken naar hoger gekwalificeerde beroepen.

B-9

Sociale politiek en de sociale partners (kort overzicht)



B-9.1

Organen van sociale bijstand



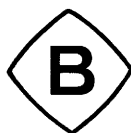
Het adres van de eventuele plaatselijke opvangcentrales voor buitenlandse werknemers kan via het arbeidsbureau worden verkregen. De Arbeiterswohlfahrt, het Caritasverband en het Diakonische Werk houden zich bezig met opvang van buitenlandse werknemers buiten bedrijfsverband en het Jugendsozialwerk met de beroepsvoorlichting en de huisvesting van jonge buitenlanders. De centrales van deze organisaties hebben de volgende adressen :

Arbeiterwohlfahrt e. V. (AW)
53 Bonn, Ollenhauerstr, Nr. 3

Deutscher Caritasverband (CV)
78 Freiburg, Lorenz-Werthmannhaus,
Karlstr. 40

Diakonisches Werk (DW) Evang. Kirche in Deutschland,
7 Stuttgart, Alexanderstr. 23

Jugendsozialwerk e. V. (JSW)
Frankfurt, Münchener Str. 38



B-0

Geographical position



The Federal Republic of Germany is situated in Central Europe. It is bounded in the north by Denmark, the Baltic and North Sea, in the west by the Benelux countries and France, in the south by Switzerland and Austria, and in the east by Czechoslovakia and the German Democratic Republic

B-1

Surface area



248 469 sq.km, including West Berlin (480 sq.km)

B-2

Climate



Temperate climate with rainfall during all seasons of the year. The annual mean temperature is +9°C. Depending on altitude, the mean winter temperatures in January are between +3° and -6°, while the summer temperatures in July range from +16° and +19°. Snowfall of varying degrees of intensity is recorded in winter months, particularly in the high mountain region and in the highlands.

B-3

Population



61 600 000 inhabitants, including 2 100 000 in West Berlin

B-3.0

of which: foreign population



Approximately 3 500 000



B - 3.1

Employed paid workers



21,793,000

B - 3.10

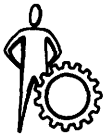
of whom: agriculture



278,000

B - 3.11

of whom: industry



12,060,000

B - 3.12

of whom: services



5,609,000

B - 3.20

foreign workers employed



2,350,000

B - 3.21

of whom: Community workers



556,000

B - 4

Capital



The Federal capital is Bonn



B-5

Language



German. Dialects are in frequent everyday use, although High German is universally understood.

B-6

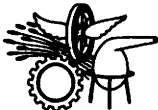
Political system



According to the Basic Law (Grundgesetz) of May 1949 the Federal Republic of Germany is a parliamentary democracy within a federal state. The Federal President is the country's highest representative and the Federal Chancellor is the Head of Government. The legislative organs are the Federal Diet (Bundestag) with elected members and the Federal Council (Bundesrat) composed of members of the Land governments. German nationals only are entitled to vote, provided they have completed their 18th year. Persons who have reached the age of majority are eligible to stand for office. Military service is confined to German nationals.

B-7

Economy



The Federal Republic is a densely populated, highly industrialised country. Industry is primarily export oriented and is one of the leading industries in the world. Mechanical engineering, electrical and textile industries, the chemical industry, the food industry, vehicle and steel industries are predominant.

Only a small proportion of raw materials required for the processing industries can be supplied from home resources. The industry is built around the import of raw materials and the export of finished products to all countries. Home energy supply sources are available except for mineral oil and natural gas. Regional concentrations of industrial activity are to be found in the Rhein-Ruhr area, Rhein-Main area and south west Germany. The north German coastal region is becoming increasingly industrialised. The coal mining and steel industries are located mainly in North Rhine Westphalia.

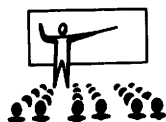
Together with industry, German agriculture plays an important role. It produces two thirds of the food requirements of the Federal territory. German farming, forestry, horticulture and wine making are all highly mechanised.



Almost all localities have private banks, savings banks and other credit institutes. There are stock exchanges in Berlin, Bremen, Dusseldorf, Frankfurt/Main, Hamburg, Hanover, Munich and Stuttgart. Foreign banks have various branches in the Federal Territory. There is full employment in the Federal Republic. Wages and salaries and the legal social allowances have reached a high level. All Community workers are with regard to collective agreements on wages and with regard to social legislation, equal to German workers.

B-8

Education



Education is provided at state schools through the medium of German. Lessons are given during the morning and total between 25 and 30 per week. There are no school fees and in most of the Federal Länder books, equipment and materials are provided free of charge. In remote areas school buses are frequently provided for primary and secondary modern school pupils.

B-8.0

Educational system



General education is composed of 4-5 years primary education and 3-5 years secondary education. The first 4 years of the secondary school are obligatory basic education for all schoolchildren. From the 5th or later years the schoolchildren may go to a further education establishment: to the 'middle' school (6 years) or to a college of further education (9 years) Completion of the general education system normally gives the basic requirements for non academic jobs of all kinds. Completion of the grammar school course gives the right to continue studies at a university.

B-8.1

Compulsory education



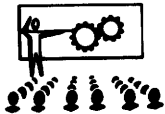
All children, irrespective of nationality, who have completed their sixth year are required by law to attend school. Universal compulsory education extends over a period of nine years. The school-leaver is then required by law to attend a vocational school during the initial years of employment (once or twice



a week up to the age of 19), unless he is already attending continuation courses at a general educational institution.

B-8.2

Organisation of professional training



After completion of basic general education an apprenticeship may be taken up. All young people, having completed the general education course, are obliged to undertake training on one or two day release until the age of 18 or until they have passed a vocational certificate, in order to deepen and supplement their existing training or visit vocational schools to prepare them for their professional and working life. Pupils from general schools can gain higher professional qualifications by attending vocational continuative schools.

B-9

Social policy and social partners (brief survey)



B-9.1

Information and reception organisations



The address of the local welfare agency for foreign workers can be obtained from the local employment office. Arbeiterwohlfahrt, Caritasverband and Diakonische Werk are organizations specializing in the welfare of foreign workers during their off-duty hours. Jugendsozialwerk is an organization offering young foreigners a vocational advisory service and assistance in finding accommodation. The addresses of the head offices of these institutions are as follows:

Arbeiterwohlfahrt e.V. (AW)
53 Bonn, Ollenhauerstr. Nr. 3

Deutscher Caritasverband (CV)
78 Freiburg, Lorenz-Werthmannhaus,
Karlstr. 40

Diakonisches Werk (DW) Evang.Kirche
in Deutschland, 7 Stuttgart,
Alexanderstr. 23

Jugendsozialwerk e.V. (JSW)
Frankfurt, Münchener Str. 38.



B-0

Geografisk beliggenhed



Forbundsrepublikken Tyskland (BRD) ligger i Mellem-europa. Landet grænser mod nord til Danmark, Østersøen og Nordsøen, mod vest til Benelux-landene og Frankrig, mod syd til Schweiz og Østrig og mod øst til Tjekkoslovakiet og DDR.

B-1

Areal



248.469 km², hvoraf 480 km² omfatter Vestberlin.

B-2

Klima



Klimaet er tempereret med nedbør på alle årstider. Den gennemsnitlige årstemperatur ligger på omkring +9°C. De gennemsnitlige vintertemperaturer i januar ligger mellem +3° og -6°, sommertemperaturerne i juli mellem +16° og +19°, afhængigt af i hvilken højde de forskellige steder ligger. I vintermånederne varierer snemængden især i høje bjerge og mellembjerge.

B-3

Befolkning



61,6 mio indbyggere i alt, heraf 2,1 mio i Vestberlin.



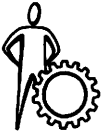




B-3.0

deraf: udlændinge



Ca. 3,5 mio.



B-3.1	beskæftigede lønmodtagere		
	Beskæftigede lønmodtagere	21.793.000	
B-3.10	heraf: landbrug		
	278.000		
B-3.11	heraf: industri		
	12.060.000		
B-3.12	heraf: tjenesteydelser		
	5.609.000		
B-3.20	beskæftigede udlændinge		
	2.350.000		
B-3.21	heraf: arbejdstagere fra Fællesskabet		
	556.000		
B-4	Hovedstad		
	Bonn er hovedstad i Forbundsrepublikken.		



B-5

Sprog



Sproget er tysk. Dialekt forekommer hyppigt i daglig tale, men højtysk forstås overalt.

B-6

Stat og regering



Ifølge forfatningen af maj 1949 er BRD en parlamentærisk-demokratisk forbundsstat. Forbundspræsidenten er landet's øverste repræsentant, forbundskansleren leder regeringen. Lovgivende er Forbundsdagen med valgte forbundsdagsmedlemmer og Forbundsrådet, der består af medlemmer fra delstaternes regeringer. Kun tyskere har valgret. Enhver person over 18 år har valgret. Valgbar er enhver person som har nået myndighedsalderen. Kun tyskere har værnepligt.

B-7

Erhvervsliv



Forbundsrepublikken Tyskland er et tæt bebygget, stærkt industrialiseret land. Industrien er først og fremmest eksportorienteret og hører til de førende industrier i verden. Vigtig er især maskin elektro- og tekstilindustrien, samt den kemiske industri, levnedsmiddelindustrien, automobil- og jernindustrien.

De råstoffer, der er nødvendige til forarbejdning, kan kun for en ringe dels vedkommende udvindes af indenlandske mineraler. Industrien er henvist til at importere råstoffer og til at eksportere færdige varer til alle lande. Med hensyn til energiforsyning har man i stor udstrækning egne kilder til rådighed, undtagen for så vidt angår olie- og naturgasproduktion.

De industrielt set vigtigste områder er Rhein-Ruhr-området. Rhein-Main-området samt det sydvesttyske område. Kystområderne i Nordtyskland udvikles i stadig stigende grad industrielt. Stenkulsminerne og jernindustrien ligger hovedsageligt i Nordrhein-Westfalen.

Det tyske landbrug spiller en betydningsfuld rolle ved siden af industrien. Det producerer 2/3 af de levnedsmidler, som er nødvendige for forbundsrepublikken. Det tyske landbrug, skovbrug og havebrug samt vinavlen er i vid udstrækning teknisk gennemorganiseret.

I næsten alle områder er der private banker, kommunale sparekasser samt andre kreditinstitutter til rådighed for interesserede personer. Der er fondsbørser i Berlin, Bremen, Düsseldorf, Frankfurt/Main, Hamburg, Hannover, München og Stuttgart. Udenlandske banker har undertiden egne filialer i forbundsrepublikken.

I forbundsrepublikken Tyskland er der fuld beskæftigelse. Lønninger og lovbundne sociale ydelser har nået et højt niveau. Alle arbejdstagere fra fællesskabslandene er ligestillet med tyskerne for så vidt angår lønninger og sociale rettigheder.

B-8

Uddannelse



Der undervises på tysk ved offentlige skoler i 25 - 30 undervisningstimer ugentlig. Undervisningen ligger om formiddagen og er gratis. I de fleste delstater skal der ikke betales for undervisningsmidler. I af-sides liggende egne indsættes der ofte skolebusser til skoleeleverne.

B-8.0

Skolesystem



Folkeskolen er opdelt i en 4-6 årig grundskole og en 3-5årig hovedskole. De første 4 år i folkeskolen er obligatorisk grundskole for alle elever. Fra 5. skoleår eller senere kan eleverne overgå til en videregående almindelig skole: mellem skolen (6 år) eller en videregående højere skole (9 år). Realeksamen er i almindelighed et grundlag for at udføre højere ikke-akademiske erhverv af enhver art. Studentereksamen giver ret til påbegyndelse af et studium ved en højere læreanstalt.

B-8.1

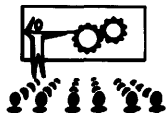
Undervisningspligt



Alle børn er skolepligtige fra det fyldte 6. år uanset deres statsborgerskab. Der er 9 års almindelig skolepligt. Derefter er der for de personer, som ikke optages som elever i skoler med videregående almindelig undervisning, fagskolepligt i de første ansættelsesår (2 - 3 gange ugentlig indtil det fyldte 18. år).

B-8.2

Organisation af erhvervsuddannelse



Efter folkeskolen kan en lære påbegyndes. Alle unge skal efter at have afsluttet den fulde pligtige skolegang indtil det 18. år eller til afslutningen af en praktisk erhvervsuddannelse gå på fagskole en eller to gange om ugen for at uddybe og supplere deres hidtidige uddannelse eller blot for at forberede sig med henblik på erhvervslivet. Folkeskoleelever kan via fagskolerne avancere til mere kvalificerede erhverv.

B-9

Socialpolitik og sociale partnere (arbejdsmarkedets parter) (kort oversigt)



Oplysninger om adresser på lokale hjælpeinstitutioner for udenlandske arbejdstagere kan fås på arbejdsanvisningen. Arbeiterwohlfahrt, Caritasverband og Diakonisches Werk tager sig af udenlandske arbejdstagere uden for arbejdspladsen og Jugendsozialwerk beskæftiger sig med erhvervsfremmende foranstaltninger og kollegieindkvartering af unge udlændinge. Disse institutioners hovedkvarterer har følgende adresser;

Arbeiterwohlfahrt e.V. (AW)
53 Bonn, Ollenhauerstr. 3

Deutscher Caritasverband (CV)
78 Freiburg, Lorenz-Werthmannhaus,
Karistr. 40

Diakonisches Werk (DW) Evang. Kirche
in Deutschland, 7 Stuttgart,
Alexanderstr. 23

Jugendsozialwerk e.V. (JSW),
Frankfurt, Münchener Str. 38.

B-9.1

Sociale institutioner for oplysning og bistand



**Direction générale des Affaires sociales
Bureau européen de Coordination**

**Direzione generale degli Affari sociali
Ufficio europeo di Coordinamento**

**Generaldirektion Soziale Angelegenheiten
Europäisches Koordinierungsbüro**

**Directoraat-Generaal Sociale Zaken
Europees Coördinatiebureau**

**Directorate General for Social Affairs
European Coordination Office**

**Direktoratet for Sociale Anliggender
Det europæiske koordineringsbureau**